



ADAPTATION FUND

**Projet : "Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta" (Projet VFDM)**

**ATELIER NATIONAL SUR L'INTEGRATION DES POLITIQUES DE  
REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET D'ADAPTATION  
AU CHANGEMENT CLIMATIQUE AUX NIVEAUX LOCAL,  
NATIONAL ET TRANSFRONTIERE DANS LE BASSIN DE LA VOLTA**

**SALLE DE CONFERENCE DE MALI METEO  
DU 29 -30 AVRIL 2024**



**RAPPORT PROVISOIRE**

**Partenaires d'exécution**

**Avril 2024**



## Table des matières

1.Introduction.....	5
2.Mise en route de l'atelier .....	6
2.1. Ouverture de l'atelier.....	6
2.2. Présentation des participants.....	8
2.3 Mise en place du présidium.....	9
2.4. Présentation et validation des objectifs, et de l'agenda de déroulement de l'atelier.....	9
2.5. Méthodologie d'animation de l'atelier local.....	11
3. Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux national, local et transfrontalière dans le bassin de la Volta.....	11
3.1. Aperçu du profil risque dans le bassin de la Volta au Mali.....	11
3.2. Revue Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux national, local et transfrontalière dans le bassin de la Volta .....	14
3.3. Mécanisme de coordination.....	15
4. Mise en place des travaux de groupes.....	17
5. Restitution et synthèse des résultats des travaux de groupe en plénière.....	18
6. Conclusion.....	41
7. Annexe .....	42
Annexe 1 : Agenda de l'atelier local	
Annexe 2 : Liste des participants	

## LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

<b>Acronymes</b>	<b>Structures</b>
<b>ABV</b>	Autorité du Bassin de la Volta
<b>AMVS</b>	Autorité pour la Mise en Valeur du Sourou
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>CCNUCC</b>	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
<b>CC</b>	Changements Climatiques
<b>CAS</b>	Cadre d'Action de Sendai
<b>CMSC</b>	Cadre mondial des services climatiques
<b>CDN</b>	Contribution Déterminée au niveau National
<b>DNH</b>	Direction Nationale de l'Hydraulique
<b>DRAEP</b>	Directions Régionales de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
<b>FCV</b>	Fonds Vert Climat
<b>FA</b>	Fonds Adaptation
<b>FEM</b>	Fonds pour l'Environnement Mondial
<b>GWP-AO</b>	Partenariat Mondial de l'Eau - Afrique de l'Ouest
<b>Mali Météo</b>	Agence Nationale de la Météorologie
<b>OMM</b>	Organisation Mondiale de la Météorologie
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ODD</b>	Objectifs du Développement Durable
<b>PDA</b>	Politique de Développement Agricole
<b>PNPE</b>	Politique Nationale de Protection de l'Environnement (PNPE-1998)
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques Financiers
<b>UNDRR</b>	Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes
<b>SAP</b>	Système d'Alerte Précoce
<b>SEPO</b>	Succès, Échecs, Potentialités, et Obstacles
<b>SMHN</b>	Services météorologiques et hydrologiques nationaux
<b>VFDM</b>	Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta

## Liste des Tableaux

<b>Tableau 1:</b> Actualisation du répertoire des Politiques, plans et directives, ainsi que des orientations de RRC et d'ACC par niveau géographique dans le bassin de la Volta .....	18
<b>Tableau 2:</b> Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta .....	22
<b>Tableau 3 :</b> Mécanisme existant de coordination et de collaboration institutionnelles pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV.....	36

## Liste des Figures

<b>Figure 1 :</b> Résultat pour le risque d'inondation.....	11
<b>Figure 2 :</b> Résultat pour le risque de sécheresse.....	12

## 1. Introduction

Les 29 et 30 avril 2024 s'est tenu dans la salle de conférence de Mali Météo, l'atelier national sur l'intégration des politiques de réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre le projet intitulé « *Volta Flood and Drought Management (VFDM)* » “ [Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse, et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta](#) “. Le projet VFDM, financé par le Fonds d'Adaptation (FA) et exécuté par le Consortium, comprenant l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) et le Global Water Partnership en Afrique de l'Ouest (GWP-AO).

A cet effet, un Consultant national et des enquêteurs ont été recrutés pour conduire la « **Mission de renforcement des capacités politiques, institutionnelles et organisationnelles de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta au Mali** ». Le Consultant national a effectué une revue documentaire. Des visites de terrain ont été aussi conduites du 15 au 19 mars 2024 à Dimbal-habe , Konsagou et Tedye-kanda dans la Commune de Bankass dans la portion nationale du bassin au Mali pour entre autres :

- documenter les expériences des communautés locales en matière de principales stratégies de gestion à long terme des inondations et de la sécheresse dans la portion nationale du BV ;
- recueillir les commentaires et les améliorations des parties prenantes sur les expériences documentées des communautés locales en matière de SAP y compris le SAP – VoltAlarm, de principales stratégies de réduction et de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse (GIRIS), et des autres dispositions de réduction des risques de catastrophe (RRC) et d'adaptation au changement climatique (ACC) dans le bassin ; et

- documenter les bonnes pratiques et les opportunités pour l'amélioration des mesures de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse et d'ACC dans le BV.

Le présent rapport rend compte du déroulement de l'atelier de national sur l'intégration des politiques de réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta au Mali.

Il s'articule autour des points ci-après :

- Mise en route de l'atelier local ;
- Session 0 : Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier local ;
- Session 1 : Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national, et transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- Session 2 : Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- Session 3 : Mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelles sur la mise en œuvre des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV.
- Session 4 : Recommandation et Cérémonie de clôture de l'atelier national.

## **2. Mise en route de l'atelier national**

La mise en route de l'atelier de national a donné lieu au déroulement de la cérémonie d'ouverture de l'atelier, la présentation des objectifs et la validation de l'agenda de l'atelier.

### **2.1. Ouverture de l'atelier national**

La cérémonie d'ouverture officielle de l'atelier s'est déroulée sous la présidence effective de Monsieur Sekou Diarra, Directeur National de l'Hydraulique, qui est aussi le Coordinateur de la Structure Focale Nationale de l'Agence du Bassin de la Volta (ABV), représentant le ministre de l'Energie et de l'Eau, en présence de Monsieur Sine Aly Badara Plea, représentant le Président du Partenariat National de l'Eau du Mali et Monsieur Armand Houanye, Secrétaire Exécutif de GWP- Afrique de l'Ouest Elle a été marquée par trois (3) allocutions.



### **Photo 1 : Présidium à la cérémonie d'ouverture**

La première allocution a été prononcée par Monsieur Sine Aly Badara Plea, représentant le Président du Partenariat National de l'Eau du Mali qui a souhaité au nom de son président la bienvenue et un agréable séjour à tous les participants. Il a ensuite mis l'accent sur la convention et les statuts de l'Autorité du Bassin de la Volta pour la promotion d'une gestion durable des ressources en eau. Il a enfin remercié les plus hautes autorités et les partenaires pour leurs appuis techniques, logistique et la facilitation dans le cadre de l'organisation du présent atelier.

A la suite du mot de bienvenue du Monsieur Sine Aly Badara Plea, le Secrétaire Exécutif de GWP- Afrique de l'Ouest, Monsieur Armand Houanye, après les salutations d'usage et de remerciement, a transmis un message articulé autour de deux points suivants :

- le contexte de l'atelier ;
- le rappel des résultats atteints avec la mise en œuvre du projet VFDM aux niveaux local, national et transfrontalier depuis son lancement en juin 2019. Ces résultats sont entre autres : le renforcement des capacités techniques et en équipement des fournisseurs des services hydrométéorologiques des protections civiles et autres acteurs concernés des six pays riverains du bassin de la Volta, le

développement d'une plateforme de prévision et d'alerte précoce des inondations et de sécheresse Voltalarm opérationnelle aux niveaux local, national et régional dans tout le bassin ; l'élaboration d'une stratégie régionale de réduction et de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse et enfin la mise en œuvre des actions de démonstration sur une dizaine de sites pilotes .dans le six pays du bassin de la Volta y compris le Mali.

Il a conclu son allocution par un souhait de plein succès aux travaux de l'atelier national, une participation active de tous les participants, en vue de l'atteinte effective des résultats escomptés, un partenariat et une coopération transfrontalière pour un monde où l'eau est facteur de développement durable et non d'exacerbation des risques de catastrophes dans le bassin de la Volta.

La troisième et dernière allocution a été prononcée par Monsieur Sekou Diarra, Directeur National de l'Hydraulique, qui est aussi le Coordinateur de la Structure Focale Nationale de l'Agence du Bassin de la Volta (ABV), représentant le ministre de l'Energie et de l'Eau. Il a souhaité la bienvenue à tous les participantes et participants à l'atelier local sur les outils, les stratégies ainsi que les autres dispositions de RRC et d'ACC pour le renforcement de la résilience dans le bassin de la Volta. Il a profité de l'occasion pour réitérer l'engagement des autorités à soutenir et accompagner toutes les actions qui vont dans le sens du développement du bassin de la Volta.

## **2.2. Présentation des participants**

A la suite de la cérémonie d'ouverture de l'atelier, les participants se sont présentés à travers un tour de table. Au total, l'atelier national a réuni une soixantaine de participants dont douze (12) femmes. La liste des participants est reportée à l'Annexe 2.

Les participants proviennent des :

- Services hydrologiques au niveau régional (Direction Générale des Ressources en Eau, Secrétariat Permanent de la GIRE, Directions Régionales de l'Eau et de l'Assainissement) ;
- Services météorologiques,
- Services régionaux en charge de l'Environnement, l'Agriculture, l'élevage et de la pêche ;
- Structures en charge de la Protection Civile ;
- Organisations Communautaires (Comités Locaux de l'Eau, etc.) ;
- Organisations de femmes.

### 2.3 Mise en place du Présidium

Avant le début des travaux techniques de l'atelier il a été mis en place un présidium composé de :

**Président** : M. Daouda TRAORE, Chef de Division DSSP/DNH ;

**Vice-Président** : Dr Siné Aly Badra PLEAH/PNE-Mali.

#### **Rapporteurs**

- M. Pierre KASSOGUE, Directeur Régional de l'Hydraulique de Mopti ;
- M. Mamadou DOUMBIA, Chef SLPSIAP/Bankass ;
- M. Sékou BERRETOUMOU, Mali Météo/Bankass ;
- M. Abdoulaye MAHAMANE, ONG DEMESSO.

L'animation de l'atelier national a été assurée par M. Adama BAGAYOKO, Consultant en Gestion des Risques de Catastrophes et Résilience Climatique.

Le Consultant a bénéficié de l'appui technique et organisationnel du Secrétariat Exécutif du GWP-AO, de la Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH) et du Partenariat National de l'Eau du Mali (PNE).

### 2.4 *Présentation et validation des objectifs, et de l'agenda de déroulement de l'atelier national*

Les objectifs et résultats de l'atelier ont été passés en revue par M. Bourama Traoré du Partenariat National de l'Eau du Mali.

L'objectif principal de l'atelier national est de renforcer l'intégration des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière (notamment, mais non exclusivement, pour ce qui est des risques des inondations et de la sécheresse) afin de renforcer la résilience au CC dans le BV.

Les objectifs spécifiques en lien avec cet objectif principal sont les suivants :

- d'apprécier les politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC ainsi que de leur mise en œuvre aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV en se focalisant, notamment, sur leur degré d'intégration;
- de proposer des améliorations à mettre en place pour l'intégration et une mise en œuvre effectives des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV ;
- d'apprécier le mécanisme existant de coordination et de collaboration institutionnelles pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV ;
- de suggérer des améliorations à apporter au mécanisme existant de coordination et de collaboration institutionnelles pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV, ou proposer un nouveau le cas échéant.

M. Bourama Traoré a également présenté l'agenda de l'atelier ainsi que les règles et normes de gestion de l'atelier.

A l'unanimité, les participants ont validé les propositions d'objectifs, et l'agenda (voir annexe 1) ainsi que les règles et normes de gestion de l'atelier.

Pour finir, le Secrétaire Exécutif National du Partenariat National de l'Eau du Mali (PNE) a partagé avec les participants, les informations concernant les dispositions logistiques de l'atelier.

## **2.5. Méthodologie d'animation de l'atelier local**

L'atelier national s'est déroulé sur deux (2) jours, selon une approche interactive valorisant les expériences des participant(e)s au moyen de différentes techniques d'animation et de dynamique de groupes pour assurer leur participation active. Le déroulement de l'atelier a été marqué par des exposés, des travaux de groupes et des débats.

## **3. Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national transfrontière dans le bassin de la Volta**

### **3.1. Aperçu sur le profil de risque du bassin de la Volta au Mali**

Les éléments hydrographiques du bassin ont été abordés dans l'exposé Monsieur Daouda Traoré, Chef de Division de la Direction Nationale de l'Hydraulique, ainsi que la vulnérabilité de la population face aux risques d'inondations et de sécheresses.

Les conséquences sont des pertes de vies et de biens, la destruction des infrastructures, une baisse des rendements agricoles, ainsi que la mortalité du bétail.

Le profil des risques a révélé les perspectives socio-économiques et climatiques du bassin, ainsi que les résultats en ce qui concerne la perte annuelle moyenne et la perte maximale probable causée par les inondations et les sécheresses.

## Inondations

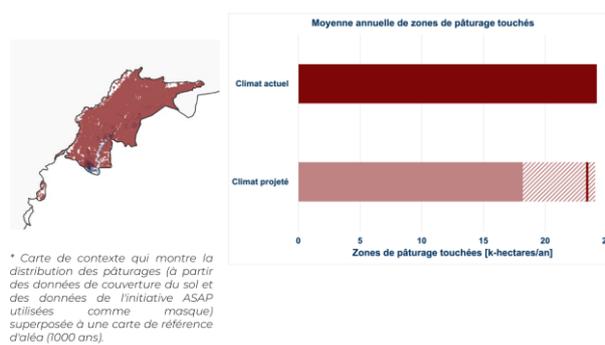
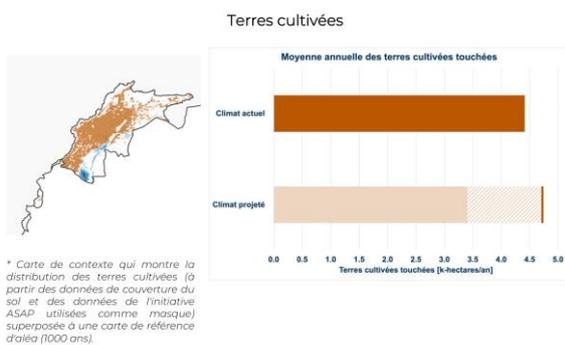
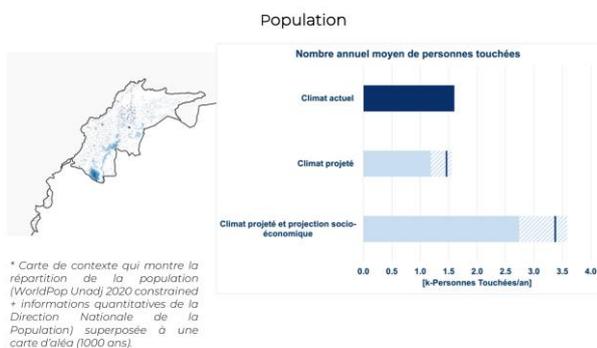
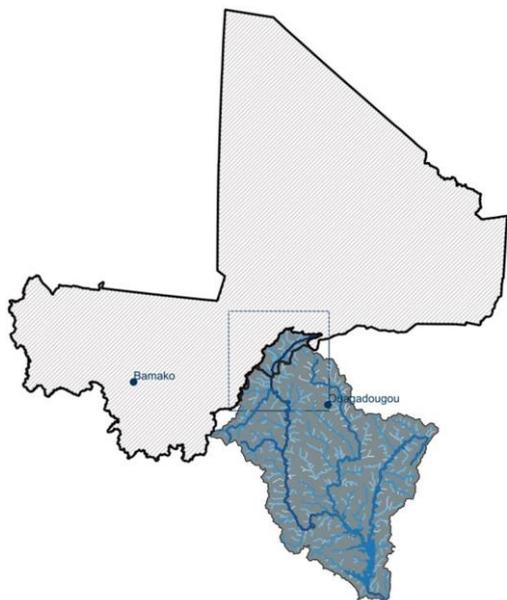
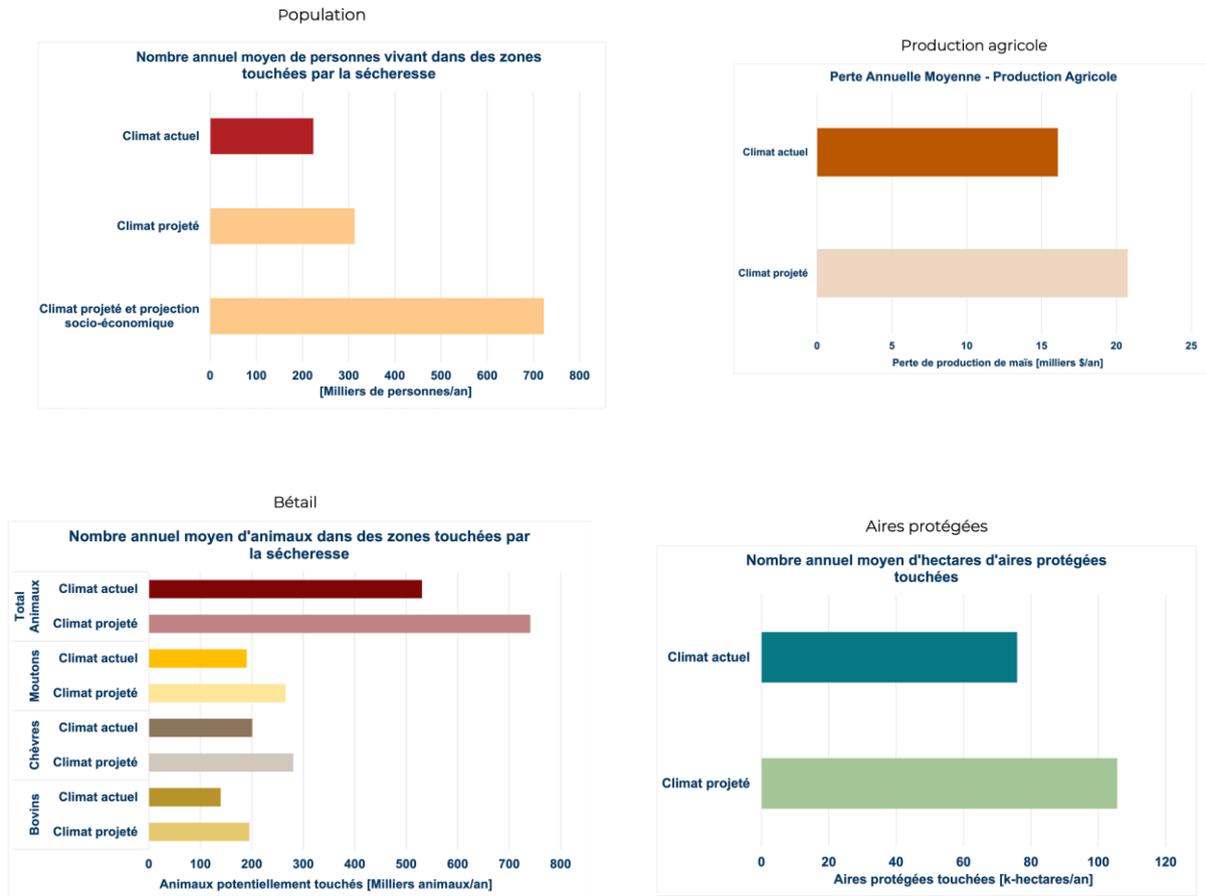


Figure 1 : Résultat pour le risque d'inondation

## Sécheresse



**Figure 2 : Résultat pour le risque de sécheresse**

Les personnes touchées par l'impact des inondations sont de plus en plus nombreuses. Le nombre passe d'environ 30 000 dans les conditions climatiques actuelles à plus de 40 000 dans les conditions climatiques projetées, et jusqu'à 80 000 en tenant compte des projections socio-économiques.

Les situations qui illustrent des conditions de sécheresses sont le manque de précipitations, un faible débit des rivières ainsi qu'une réduction de l'eau dans le sol. Par ailleurs, la présentatrice a mis l'accent sur les sécheresses impactantes. Bien que les sécheresses soient souvent considérées comme « des conditions hydrologiques et météorologiques plus sèches que la moyenne », ces conditions ne provoquent pas nécessairement un impact. Cette étude s'est donc axée sur les "sécheresses impactantes" qui sont définies comme les conditions hydrométéorologiques spécifiques connues qui produisent un impact sur la production agricole.

### 3.2. Revue des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta

La deuxième présentation a été animée par M. Adama Bagayoko et portait sur les politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta et a touché les documents cités ci-dessous :

#### **Cadre juridique et réglementaire**

- Charte de l'Eau du bassin de la Volta,
- LOI N°02- 006/ DU 31 Janvier 2002, portant Code de L'Eau
- LOI N° 06-045/ DU 5 Septembre 2006 Portant LOI d'Orientation Agricole
- LOI N° 2017-019/P-RM du 12 juin 2017 portant Loi d'Orientation pour l'Aménagement du Territoire,
- Décret n° 2016-0974/P-RM du 27 décembre 2016 portant création, organisation, attributions et modalités de fonctionnement de la plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes au Mali.
- Arrêté Interministériel n°2016-3449/ MEE-MATDRE-SG portant création et modalité de fonctionnement du Comité de Bassin du Sourou Portion Nationale du Mali,
- Arrêté Interministériel n°2016-3450/ MEE-MATDRE-SG portant dénomination, délimitation et modalités de fonctionnement du Comité Local de l'Eau de BAOUROU SOUROU

#### **Cadre stratégique**

- Politique Nationale des changements climatiques (2015-2025)
- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des ressources en eau du bassin du Sourou-Portion national du Mali
- Schéma Régional d'Aménagement de la Région de Mopti (2010-2035)
- Plan National de Sécheresses du Mali (2021-2025)
- Stratégie et Plan d'Actions de Mise en Œuvre la Grande Muraille Verte du Mali et son plan quinquennal de 2014-2018

- Stratégie de réduction et de gestion des risques d'inondations et de sécheresse dans le bassin de la Volta et plan d'action (2023-2030)
- Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA-2015-2025)
- Plan Stratégique de Développement de la Météorologie (2018-2027)
- Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (2024-2030)
- Profil des risques de catastrophe d'inondations et sécheresses pour le bassin de la Volta
- Le Système d'Alerte Précoce VoltAlarm Basé sur la plate-forme myDewetra

A la fin de la communication, les participants sont intervenus pour poser des questions d'éclaircissement, de compréhension, d'information et/ou donner des contributions.

Les principales questions soulevées ont porté sur les points suivants :

- les réalisations sur le Sourou ;
- la spécificité du Sourou ;
- l'actualisation des lois, Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC ;
- la hiérarchisation des entités administratives ;
- la fonctionnalité des instruments du bassin du Sourou ;
- la création de l'office du Sourou,

A tous ces points évoqués, des clarifications et réponses appropriées ont été apportées par le consultant et les autres présentateurs.

### **3.3 Mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelles sur la mise en œuvre des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV**

La troisième présentation de l'atelier a été aussi faite par Monsieur Adama Bagayoko, consultant national du projet. Elle portait sur le mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelles sur la mise en œuvre des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontalier dans le BV.

Il est retenu de cette présentation que la plateforme nationale de RRC au Mali est un bon exemple de synergie et de Coordination, ainsi que le comité de crise sous le lead du Gouverneur, du Préfet. Cette plateforme nationale dont le secrétariat permanent est assuré par la Direction Générale de la Protection Civile est un modèle de Coordination et de synergie réussi les services de l'Etat, les collectivités territoriales, les ONGs, les NU, les Associations... Cela se manifeste par l'élaboration de plans de contingence avec une mobilisation de l'ensemble des acteurs.

Par exemple : en 2022 avec la grande inondation, au centre du Mali le plan de contingence a permis d'assister les sinistrés. Des évaluations rapides conjointes ont été faites et ceci a permis aux institutions inhérentes à plusieurs secteurs et à leurs partenaires de mieux se coordonner et de venir en aide.

A la fin des communications, les participants sont intervenus pour poser des questions d'éclaircissement, de compréhension, d'information et/ou donner des contributions.

Les principales questions soulevées ont porté sur les points suivants :

- la spécificité du Sourou ;
- l'actualisation des lois, Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC ;
- la hiérarchisation des entités administratives ;
- la fonctionnalité du SAP ;
- le tableau du mécanisme de coordination et collaboration au niveau national ;
- la coordination et la collaboration entre les différents mécanismes de RRC et d'ACC;
- les plans de contingence ;
- la séparation du mécanisme de gestion RRC au mécanisme d'ACC ;
- le lien entre le SAP National et le SAP du document ;
- le document de référence du Bassin du Sourou.

A tous ces points évoqués, des clarifications et réponses appropriées ont été apportées par le consultant le S.E de GWP-AO et d'autres experts du domaine.

#### **4. Mise en place des travaux de groupe**

Les participants ont été répartis en 03 groupes de travail, des présidents et rapporteurs désignés. Le consultant M. Adama Bagayoko et le S.E GWP-AO ont expliqué la démarche à suivre pour la définition des mandats de chaque groupe de travail.

##### **Groupe 1 :**

**Présidente** : Mme CISSE Youma COULIBALY, DNH

- **Rapporteur** : M. Ibrahim FOFANA, Wetland

##### **Groupe 2 :**

- **President**: M. Mody KEITA, ONG AID
- **Rapporteur** : M. Amadou DJIRE, SAP National

##### **Groupe 3 :**

- **Président** : M. Abdoulaye MAHAMANE, ONG DEMESSO
- **Rapporteur** : Ibrahima COULIBALY, ONG AFAD

Les trois groupes de travail avaient le même mandat, il portait sur trois sessions :

**-Session 1** : Actualisation du répertoire des Politiques, plans et directives, ainsi que des orientations de RRC et d'ACC par niveau géographique dans le bassin de la Volta

**-Session 2** : Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta

**-Session 3** : Mécanisme existant de coordination et de collaboration institutionnelles pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV.



Photo 2: Vue travaux de groupe

## 5. Restitution et synthèse des résultats de travaux de groupe en plénière

Les résultats des travaux de groupe menés au cours des deux journées ont été présentés en plénière. Aussi, le rapporteur désigné de chaque groupe a présenté les résultats auxquels le groupe avait abouti.

Après chacune des présentations, des échanges ont permis de noter des contributions aux résultats des différents groupes.

### *5.1. Résultats relatifs à la Session 1 sur l'actualisation du répertoire des Politiques, plans et directives, ainsi que des orientations de RRC et d'ACC par niveau géographique dans le bassin de la Volta*

Le Mali a mis sur pied des mécanismes institutionnels, des cadres juridiques et des dispositifs opérationnels et ne cesse de multiplier les initiatives depuis quelques années pour renforcer la résilience des populations et du pays (Tableau 1).

L'exploration s'est articulée autour de l'ensemble des lois, des documents politiques, plans et stratégies et outils directement liés à la réduction et la gestion des risques d'inondations et des sécheresses.

On note cependant la nécessité de réviser certains documents politiques et plans stratégiques pour l'aligner ou harmoniser avec les documents internationaux et régionaux en matière de gouvernance dans la réduction et la gestion des risques de catastrophes.

Il est important de mettre l'accent sur la diffusion des dits documents auprès des autorités politiques, administratives et coutumières, ainsi que services déconcentrés de l'État.

**Tableau 1.** Actualisation du répertoire des Politiques, plans et directives, ainsi que des orientations de RRC et d'ACC par niveau géographique dans le bassin de la Volta

Niveaux	Liste (ou) répertoire actualisée des textes politico-stratégiques (lois, politique, plans, directives)	Quelles sont les orientations ou dispositions spécifiques en lien avec la RRC et l'ACC (analyse de contenu)
<b>Régional</b>	CEDEAO, Stratégie Régionale Climat et son plan d'Action (2022-2030)	Renforcer et développer les capacités de résilience des populations face aux risques climatiques et environnementaux
	CEDEAO, Plan d'action pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)	Réduire sensiblement les risques de catastrophe et les pertes en vies humaines et les dégâts matériels.
	CEDEAO, Stratégie et le plan d'Action Genre pour la réduction des risques de catastrophes (2020-2030)	Gestion efficace des risques de catastrophe, prise en compte des besoins des Femmes et des Hommes, des Filles et des Garçons
	Politique des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest de 2008 et son plan de mise en œuvre de 2012	Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés
	Stratégie régionale de gestion des risques d'inondation et de sécheresse et Plan d'Action (2023 -2030)	Renforcer à la résilience des communautés de l'Afrique de l'Ouest face aux inondations et aux sécheresses
<b>Transfrontière</b>	Charte de l'Eau du Bassin de la Volta	Elle fixe les principes, règles, procédures et modalités d'une utilisation équitable, concertée et durable des ressources en eau partagées du bassin de la Volta, en vue de contribuer au développement durable du bassin de la Volta, conformément au mandat de l'Autorité du Bassin de la Volta.
	Programme d'Action Stratégique du bassin de la Volta, 2014	Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés Mise en place d'un SAP à l'échelle du bassin Développement des AGR et réduction de la pauvreté
	Stratégie régionale de gestion des risques d'inondation et de sécheresse et Plan d'Action (2023 -2030)	Renforcement des mécanismes (institutionnels, législatifs et financiers) opérationnels pour une gestion concertée et intégrée des risques d'inondation et de sécheresse, garantissant la résilience des communautés face au changement climatique, un développement socio-économique durable et inclusif, ainsi que la protection des écosystèmes et l'optimisation des ressources en eau.
	Accords entre le Mali et le Burkina Faso pour la création du comité technique conjoint pour la GIRE du bassin du Sourou (CTC-GIRE)	Gestion concertée, avec les structures locales compétentes, des ressources en eau.
	Comité territorial pour la gestion du SOUROU entre Mali et Burkina Faso (CTGS)	Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'eau pour la gestion concertée des ressources du bassin du Sourou, par la communication, l'information, la formation, ainsi que la réalisation d'actions concrètes ;
<b>National</b>	Code de l'Eau de 2002	Cette Loi sert de cadre de référence pour les différents usages de l'eau. Elle définit notamment les domaines de l'hydraulique, précise les règles de planification, d'utilisation et de protection de la ressource en eau, les usages, les droits et devoirs des usagers et les dispositions pénales.

Niveaux	Liste (ou) répertoire actualisée des textes politico-stratégiques (lois, politique, plans, directives)		Quelles sont les orientations ou dispositions spécifiques en lien avec la RRC et l'ACC (analyse de contenu)
	Politique Nationale de l'Eau de 2006		Elle énonce l'approche sectorielle basée sur les principes de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et les orientations stratégiques sur lesquelles porteront particulièrement les efforts pour le développement du secteur de l'eau.
	Stratégie nationale de suivi et d'évaluation des ressources en eau de 2007		<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mieux connaître les ressources en eau du pays, actualiser leur évaluation et maîtriser l'offre et la demande.</li> <li>-Renforcer, réhabiliter et optimiser les réseaux actuels de suivi quantitatif et qualitatif des ressources en eau ;</li> <li>-Définir les rôles des différentes structures, ainsi que les différents exploitants et acteurs dans le mécanisme de la connaissance, de l'évaluation et de suivi des ressources en en eau ;</li> <li>-Harmoniser le cadre institutionnel et organisationnel par rapport aux actions à mener et aux objectifs à atteindre ;</li> </ul>
	Stratégie nationale d'alimentation en eau potable de 2007		La stratégie a pour objectif global la mise en œuvre d'approches, de principes et de concepts appropriés pour contribuer au développement durable de l'approvisionnement en eau potable notamment dans le domaine du financement, de l'exécution, de l'exploitation et de la gestion des infrastructures d'eau potable au Mali
	Plan Stratégique de développement régional (PSDR)		Le PSDR indique les orientations et les options majeures à privilégier pour les activités et les programmes d'aménagements du territoire, de promotion économique, sociale et culturelle régionale, avec les priorités et les objectifs opérationnels
	Politique Nationale de l'Assainissement (PNA), 2000		Gestion des déchets solides, la gestion des eaux usées et excréta, la gestion des déchets spéciaux et l'évacuation des eaux de ruissellement (eaux pluviales)
<b>Sectoriels, Transport, Météo, Sante, Protection Civile, développement social</b>	<b>(Eau y compris hydrologie et hydrogéologie)</b>	Arrêté Interministériel n°2016-3450/ MEE-MATDRE-SG portant dénomination, délimitation et modalités de fonctionnement du Comité Local	Prévenir, identifier et résoudre les conflits résultant des usages de l'eau ou de leurs impacts sur l'environnement, sur la préservation et sur la pérennité des ressources en eau
		Arrêté Interministériel n°2016-3449/ MEE-MATDRE-SG portant création et modalité de fonctionnement du Comité de Bassin du Sourou Portion Nationale du Mali	Formuler des propositions relatives à la gestion des ressources en eau du bassin du Sourou; contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin du Sourou et à sa mission; et contribuer à la protection des ressources en eau du bassin.
		Stratégie nationale de suivi et d'évaluation des ressources en eau de 2007	Formuler des propositions relatives à la gestion des ressources en eau du bassin du Sourou; contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin du Sourou et à sa mission; et contribuer à la protection des ressources en eau du bassin.
		Stratégie nationale d'alimentation en eau potable de 2007	La stratégie a pour objectif global la mise en œuvre d'approches, de principes et de concepts appropriés pour contribuer au développement durable de l'approvisionnement en eau potable notamment dans le domaine du financement, de l'exécution, de l'exploitation et de la gestion des infrastructures d'eau potable au Mali
	<b>Environnement et Changement Climatique</b>	Politique Nationale des changements climatiques (2015-2025)	Cadre unique référence pour la coordination et la mise en synergie des différentes interventions en matière de changements climatiques ainsi que l'intégration des changements climatiques dans les différentes politiques sectorielles du pays
		Plan National de Sécheresses du Mali (2021-2025)	Identification des impacts du phénomène; l'inventaire des secteurs socio-économiques les plus vulnérables; la proposition de mesures de prévention et/ou d'adaptation; Et de renforcement de capacités d'adaptation et de résilience

Niveaux	Liste (ou) répertoire actualisée des textes politico-stratégiques (lois, politique, plans, directives)		Quelles sont les orientations ou dispositions spécifiques en lien avec la RRC et l'ACC (analyse de contenu)
		Schéma directeur d'aménagement et de gestion des ressources en eau du bassin du Sourou-Portion national du Mali	Bonne gouvernance en matière d'eau, (ii) développement socioéconomique, (iii), protection et la gestion durable des ressources naturelles et de tous les écosystèmes qui sont associés
	<b>Agriculture</b>	Politique de Développement Agricole du Mali, 2013	Contribuer à faire du Mali un pays émergent où le secteur Agricole est un moteur de la croissance de l'économie nationale et garant de la souveraineté alimentaire dans une logique de développement durable, reposant prioritairement sur les Exploitations Agricoles Familiales (EAF) et les Entreprises Agricoles (EA) modernes et compétitives ainsi que sur les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) représentatives
		La LOA	La loi d'Orientation Agricole couvre l'ensemble des activités économiques du secteur Agricole et péri-Agricole notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche et la pisciculture, l'aquaculture, l'apiculture, la chasse, la foresterie, la cueillette, la transformation, le transport, le commerce, la distribution et d'autres services Agricoles ainsi que leurs fonctions sociales et environnementales.
		Politique de développement agricole du Mali (PDA)	Contribuer à faire du Mali un pays émergent où le secteur Agricole est un moteur de la croissance de l'économie nationale et garant de la souveraineté alimentaire dans une logique de développement durable, reposant prioritairement sur les Exploitations Agricoles Familiales (EAF) et les Entreprises Agricoles (EA) modernes et compétitives ainsi que sur les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) représentatives
	<b>Météo</b>	Plan Stratégique du développement de la météorologie, 2018-2027	Développer les services météorologiques et climatiques pour répondre aux besoins des politiques de prévisions, de gestion de risques de catastrophes et d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques
	<b>Protection Civile</b>	Plan de Contingence	Gestion risques de catastrophes
		Plan ORSEC	Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
		Plateforme Nationale de RRC	Appui-conseil pour la prévention et la réduction des risques de catastrophes
<b>Local, Commune, Village</b>	Plans de Développement Social, Economique, et Culturel (PDSEC)	Politique Nationale de la Protection Sociale, 2015	Construire progressivement un système de protection contre les risques sociaux pour tous les citoyens en général et pour les couches défavorisées en particulier, ainsi que développer les mécanismes de prévention et de gestions des calamités, des sinistres, catastrophes et autres crises humanitaires
	GLAM (Groupe Local d'Assistance Meteo)		Edition, de publication et d'archivage du bulletin Agrométéorologique
	Comité de Crise inondation et sécheresse		Plaidoyers de sensibilisation et de gestion des risques d'inondations et de sécheresse

## 5.2 Résultat relatifs à la Session 2 sur l'intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta

Au cours de cet atelier les participants ont apprécié le degré d'intégration des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC ainsi que de leur mise en œuvre aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV. Ils ont proposé des améliorations à mettre en place pour l'intégration et une mise en œuvre effectives des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV (Tableau 2).

Les améliorations proposées se résument comme suit :

- disséminer la charte de l'ABV à tous les niveaux auprès des parties prenantes (services étatiques et non étatiques) ;
- le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs sur la GIRE ;
- le renforcement de la prise en compte des principes de la GIRE dans les projets/programmes de développement des secteurs clés ;
- l'amélioration de la compréhension du niveau de risque selon le genre ;
- une meilleure compréhension et une meilleure prise de conscience de solution basée sur la nature ;
- le soutien au renforcement de la résilience sensible au genre à travers une programmation au niveau régional et national ;
- le développement d'une base de données probantes en faveur du renforcement de la résilience sensible au genre ;
- le plaidoyer pour la mobilisation des ressources.

**Tableau 2.** Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta

Niveau x	Répertoire	Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
Régional	CEDEAO, Stratégie Régionale Climat et son plan d'Action (2022-2030)	Renforcer et développer les capacités de résilience des populations face aux risques climatiques et environnementaux	Cette stratégie met l'accent sur les niveaux régional et national. Elle ne fait pas ressortir clairement les autres niveaux inférieurs. Donc la notion de verticalité n'est pas respectée.	La Stratégie concerne le niveau national et transfrontière. Il concerne aussi plusieurs secteurs sur la base des orientations ou politiques nationales	La stratégie prend en compte les secteurs clés qui sont entre autres : Eau, Energie, Agriculture, Transport, etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Partager le document à tous les niveaux ;</li> <li>- Renforcer les capacités des acteurs à la résilience face aux catastrophes et à l'adaptation aux changements climatiques.</li> </ul>
	CEDEAO, Plan d'action pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)	Réduire sensiblement les risques de catastrophe et les pertes en vies humaines et les dégâts matériels.	Ce plan dans son « Principe 19 » dit : i. S'il est vrai que les risques de catastrophe peuvent être d'origine locale, nationale, régionale ou mondiale, ils présentent des particularités locales qu'il faut comprendre pour définir des mesures d'atténuation des risques. Donc la notion de verticalité est prise en compte.	Pour réduire les risques de catastrophe, il faut que les responsabilités soient partagées entre le gouvernement central et les autorités, secteurs et intervenants compétents au niveau national, compte tenu de la situation du pays et de son système de gouvernance. Il prend en compte l'ensemble des secteurs clés qui sont entre autres : Eau, Energie, Agriculture, Elevage, pêche, santé, Transport, infrastructure, éducation, environnement...	Il prend en compte l'ensemble des secteurs clés qui sont entre autres : Eau, Energie, Agriculture, Elevage, pêche, santé, Transport, infrastructure, éducation, environnement...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaître les risques de catastrophes,</li> <li>- Avoir une volonté politique forte au niveau des Etats,</li> <li>- Prévoir un fonds spécial pour la gestion des catastrophes et les actions anticipatoires,</li> <li>- Renforcer la coopération transfrontière,</li> <li>- Etc.</li> </ul>
	CEDEAO, Stratégie et le plan d'Action Genre pour la réduction des risques de catastrophes (2020-2030)	Gestion efficace des risques de catastrophe, prise en compte des besoins des	La stratégie oriente les Etats pour une bonne prise en compte de la sensibilité genre. Son champ d'intervention se limite à	La CEDEAO considère l'égalité des sexes comme un moteur de l'intégration régionale et un objectif de	La sensibilité genre dans la GRC concerne tous les secteurs.	Priorité 4 :: Promouvoir l'égalité des chances pour que les femmes et les hommes participent et bénéficient des mesures de réduction des risques à toutes les

Niveau x	Répertoire	Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
		Femmes et des Hommes, des Filles et des Garçons	ce niveau. C'est aux Etats de prendre le relais pour des actions à tous les niveaux sensibles au genre.	développement en soi. Cette reconnaissance se reflète dans les articles 61 et 63 du Traité révisé de la CEDEAO qui appelle « Les États Membres [...] à élaborer, harmoniser, coordonner et définir des politiques et des mécanismes appropriés pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des femmes.		étapes du cycle de GRC.
	CEDEAO, stratégie régionale de gestion des risques d'inondation et de sécheresse et Plan d'Action (2023 -2030)	Renforcer la résilience face aux risques naturels des États membres	Le plan d'action s'appuie sur les activités de GRC convenues par les États membres	Toute bonne RRC doit commencer par une compréhension claire des besoins des communautés et travailler à partir de ces connaissances pour développer des réponses efficaces et inclusives.	Englobe tous les segments de la société	Améliorer la compréhension du niveau de risque selon le genre ; Promouvoir une meilleure compréhension et une meilleure prise de conscience de la nature gen-dérisée des risques de catastrophe ; Utiliser le pouvoir de convocation pour soutenir le développement d'une plateforme « genre et GRC » ; Soutenir une participation et une représentation égales aux niveaux décisionnels de la gouvernance des catastrophes dans la CEDEAO, les États membres et les partenaires régionaux ; Promouvoir et soutenir le renforcement de la résilience sensible au genre à travers une programmation au niveau régional et national ; Soutenir et promouvoir le développement d'une base de données probantes pour plaider en faveur du renforcement de la résilience sensible au genre.

Niveau x	Répertoire	Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
Transfrontière	Charte de l'Eau du Bassin de la Volta	Elle Fixe les principes, règles, procédures et modalités d'une utilisation équitable, concertée et durable des ressources en eau partagées du bassin de la Volta, en vue de contribuer au développement durable du bassin de la Volta, conformément au mandat de l'Autorité du Bassin de la Volta.	La charte ne traite pas spécifiquement la RRC et l'ACC. Elle parle plutôt de GIRE ou de gestion concertée des ressources en eau entre les différents Etats de la Volta.	Les principes, règles, procédures et modalités d'une utilisation équitable, concertée et durable des ressources en eau partagées du bassin de la Volta concerne tous les niveaux et tous les secteurs clés.	La charte fait la promotion de la GIRE avec la participation des secteurs clés.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disséminer la charte de l'ABV à tous les niveaux ;</li> <li>- Renforcer les capacités de l'ensemble des acteurs sur la GIRE ;</li> <li>- Favoriser la prise en compte des principes de la GIRE dans les projets/programmes de développement des secteurs clés.</li> </ul>
	Programme d'Action Stratégique du bassin de la Volta, 2014	Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés Mise en place d'un SAP à l'échelle du bassin Développement des AGR et réduction de la pauvreté	Il ne traite pas spécifiquement la RRC et l'ACC. Elle parle plutôt de Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés pour les Etats.	Plusieurs secteurs clés sont concernés et Il vise à renforcer les capacités des pays pour qu'ils puissent planifier et gérer le Bassin de la Volta et ses ressources et écosystèmes aquatiques au sein de leurs territoires de manière durable.	Il promeut la gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualiser le PAS ;</li> <li>- Vulgariser le PAS auprès des Etats de l'ABV ;</li> <li>- Appuyer sa mise en œuvre ;</li> </ul>
	Stratégie régionale de réduction et gestion des risques d'inondation et de sécheresse et Plan d'Action (2023 -2030) dans le bassin	<i>Renforcement des mécanismes (institutionnels, législatifs et financiers)</i>	La stratégie est le résultat de recherches approfondies et d'une collaboration étroite entre les institutions	cette stratégie répond à la nécessité de traiter de manière commune les menaces liées aux inondations et aux	le résultat de la mobilisation de différentes parties prenantes nationales à	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer pour la mobilisation des ressources ;</li> <li>- Accélérer la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie.</li> </ul>

Niveau x	Répertoire	Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
	de la Volta	<i>opérationnels pour une gestion concertée et intégrée des risques d'inondation et de sécheresse, garantissant la résilience des communautés face au changement climatique, un développement socio-économique durable et inclusif, ainsi que la protection des écosystèmes et l'optimisation des ressources en eau.</i>	gouvernementales des pays riverains du Bassin de la Volta, et les organisations internationales dont la Fondation de recherche CIMA	sécheresses dans le bassin de la Volta. Elle offre aux États Parties un cadre et des orientations pour améliorer et harmoniser les approches et les instruments en place pour une gestion intégrée et transfrontalière des risques d'inondation et de sécheresse	travers six ateliers de consultation et co-élaboration	
	Accords entre le Mali et le Burkina Faso pour la création du comité technique conjoint pour la GIRE du bassin du Sourou (CTC-GIRE)	Gestion concertée, avec les structures locales compétentes, des ressources en eau.	La dimension verticale n'est pas totalement prise en compte dans cet accord.	C'est un organe transfrontière entre les deux directions en charge de l'eau du Burkina Faso et du Mali dans le cadre de la gestion des eaux du Sourou, donc tous les secteurs clés sont concernés.	Les secteurs clés de l'eau, de l'environnement et développement rural sont membre du dit comité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etendre l'accord pour la prise en compte de tous les cours d'eau transfrontaliers entre le Burkina Faso et le Mali ;</li> <li>- Veiller à la tenue régulière des sessions entre les deux pays.</li> </ul>
	Comité territorial pour la gestion du SOUROU entre Mali et Burkina (CTGS)	Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'eau pour la gestion concertée des ressources du bassin du Sourou, par la communication, l'information, la formation, ainsi que la réalisation d'actions concrètes	La dimension est respectée car les gouverneurs de régions qui président les sessions rendent compte au CTC-GIRE qui est l'instance de coordination transfrontière.	C'est un organe transfrontière entre les deux régions (Boucle Mouhoun et Bandiagara ) dans le cadre de la gestion des eaux du Sourou, donc tous les secteurs clés sont concernés.	Les secteurs clés de l'eau, de l'environnement et développement rural sont membre du dit comité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Veiller à la tenue régulière des sessions entre les deux pays ;</li> <li>- Elaborer et mettre en œuvre des projets d'intérêts commun.</li> </ul>

Niveau x	Répertoire	Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective

Niveau x	Répertoire	Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
<b>National</b>	Code de l'Eau de 2002	<p>Cette Loi sert de cadre de référence pour les différents usages de l'eau. Elle définit notamment les domaines de l'hydraulique, précise les règles de planification, d'utilisation et de protection de la ressource en eau, les usages, les droits et devoirs des usagers et les dispositions pénales.</p>	<p>Les directives sont mises en œuvre au niveau inférieur à travers des règlements régionaux ou locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les Comités locaux de l'eau ;</li> <li>- le fond de l'eau ;</li> <li>- l'aménagement des bassins notamment celui du Sourou : toutes les communes et tous les villages sont concernés.</li> </ul>	<p>Les sous-secteurs concernés sont : Eau, Environnement, Agriculture, Elevage (Productions et Service Vétérinaire), Pêche, les industriels, le prix de l'eau, Les PTF</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La gestion de l'eau implique plusieurs structures Redynamisation des comités locaux et communaux GRC.</li> <li>- Les RRC peuvent être appliquées pour décourager les pratiques agricoles polluantes telles que l'utilisation excessive de l'eau.</li> <li>- Les ACC peuvent être mis en œuvre pour restaurer les zones humides ou les bassins versants dégradés en raison de pratiques agricoles non durables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la diffusion du document auprès des services et des usagers au niveau déconcentré ;</li> <li>- Mettre en place des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les acteurs locaux, y compris les autorités locales, les OSC, les communautés locales et les professionnels ;</li> <li>- Impliquer activement les communautés locales dans le processus de planification, de mise en œuvre et de suivi ;</li> <li>- Assurer la prise en compte du genre ;</li> <li>- Harmoniser le prix/coût de l'eau ;</li> <li>- Assurer l'intégration des objectifs de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique dans les plans de développement nationaux, régionaux et locaux ;</li> <li>- Établir des mécanismes de coordination efficaces entre les différents ministères, agences gouvernementales, organisations de la société civile et autres parties prenantes impliquées ;</li> <li>- Mobiliser des ressources financières adéquates, tant au niveau national qu'international, pour soutenir la mise en œuvre des politiques et des programmes</li> </ul>

Niveau x	Répertoire	Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
	Politique nationale de l'Eau de 2006	Elle énonce l'approche sectorielle basée sur les principes de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et les orientations stratégiques sur lesquelles porteront particulièrement les efforts pour le développement du secteur de l'eau.	Les organes consultatifs suivants : - le Conseil national de l'eau, - Des conseillers régionaux et locaux, - Des comités de bassins et sous bassins	L'exploitation et la gouvernance de l'eau fonctionne dans les politiques administratives différentes et souvent antagonistes : Niveau international, national, local et bassins fluviaux. L'Etat peut transférer une partie de ses ressources au profit d'une collectivité décentralisée qui sera chargée d'en assurer la conservation et la gestion.	Les nombreuses et différentes utilisations des ressources en eau sont interdépendantes. Toutes les différentes utilisations des ressources en eau doivent être prises en compte ensemble. Les parties concernées sont : Approvisionnement en eau potable, Agriculture, Elevage, Santé publique, Gestion des bassins versants, adaptation des pratiques agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la diffusion du document à tous les utilisateurs ;</li> <li>- Traduire le document en langues nationales ;</li> <li>- Mettre en place des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les acteurs locaux, y compris les autorités locales, les OSC, les communautés locales et les professionnels ;</li> <li>- Impliquer activement les communautés locales dans le processus de planification, de mise en œuvre et de suivi ;</li> <li>- Impliquer davantage la participation des femmes dans la gestion de l'eau et renforcer leurs capacités ;</li> <li>- Assurer l'intégration des objectifs de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique dans les plans de développement; nationaux, régionaux et locaux.</li> <li>- Encourager les pratiques agricoles résilientes au climat, comme la culture de variétés de plantes adaptées aux conditions changeantes.</li> </ul>

Niveau x	Répertoire	Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective	
<b>Sectoriels, Transport, Météo, Sante, Protection Civile,</b>	<b>(Eau y compris hydrologie et hydrogéologie</b>	Arrêté Interministériel n°2016-3450/MEE-MATDRE-SG portant	Prévenir, identifier et résoudre les conflits résultant des usages de l'eau ou de leurs impacts sur	Les dispositions de l'arrêté sont conformes aux réalités locales	L'arrêté couvre les communes d'intervention.	Oui (l'eau, l'environnement, l'Agriculture, le renforcement des capacités, la	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcer la diffusion de l'arrêté auprès des populations à la base en particulier les femmes et les jeunes ;</li> <li>-Renforcement des capacités des</li> </ul>

Niveau x	Répertoire		Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
<b>développement social</b>		dénomination, délimitation et modalités de fonctionnement du Comité Local	l'environnement, sur la préservation et sur la pérennité des ressources en eau	Communautés impliquées dans le processus de détermination des modalités de fonctionnement du comité local	L'arrêté touche plusieurs secteurs à savoir l'eau, l'environnement, l'Agriculture, le renforcement des capacités, la prévention des RRC	prévention des RRC)	comités de gestion -Renforcer le suivi des comités de gestion ; -Renforcement des capacités de mobilisation des fonds des comités locaux ; -Accélérer le processus de création des agences de bassin Informer/sensibiliser les populations à la base sur l'importance des comités locaux (rôles et responsabilités, modalités de fonctionnement, collaboration avec les CT etc.).
		Arrêté Interministériel n°2016-3449/ MEE-MATDRE-SG portant création et modalité de fonctionnement du Comité de Bassin du Sourou Portion Nationale du Mali	Formuler des propositions relatives à la gestion des ressources en eau du bassin du Sourou; contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin du Sourou et à sa mission; et contribuer à la protection des ressources en eau du bassin.	Prise en compte des avis des populations à la base Composés de représentants des comités locaux	Plusieurs niveaux des Collectivités sont concernés (Régions, Cercle et Communes) L'arrêté touche plusieurs secteurs à savoir l'eau, l'environnement, Pêche, santé, l'Agriculture, le renforcement des capacités, la prévention des RRC	Oui (l'eau, l'environnement, l'Agriculture, le renforcement des capacités, la prévention des RRC, pêche, santé)	-Information et sensibilisation sur l'arrêté ; -Formation sur le texte. -Détermination des mécanismes endogènes de mobilisation de fonds pour assurer le bon fonctionnement du comité.
		Stratégie nationale de suivi et d'évaluation des ressources en	Formuler des propositions relatives à la gestion des ressources en eau du	Les populations à différents niveaux ont	Tous les niveaux de collectivités concernés et	Plusieurs secteurs touchés (eau, hygiène assainissement,	-Procéder à une large diffusion de la stratégie auprès des populations ; -Renforcer l'intégration du genre

Niveau x	Répertoire		Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
		eau de 2007	bassin du Sourou ; contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin du Sourou et à sa mission; et contribuer à la protection des ressources en eau du bassin.	été concernées par cette stratégie : collecte de données, analyse et validation de la stratégie.	plusieurs secteurs touchés (eau, hygiène assainissement, santé, renforcement de capacités, coordination etc.)	santé, renforcement de capacités, coordination etc.)	dans la stratégie. -Accélérer le processus d'adoption du code de l'eau et de la politique nationale de l'eau.
		Stratégie nationale d'alimentation en eau potable de 2007	La stratégie a pour objectif global la mise en œuvre d'approches, de principes et de concepts appropriés pour contribuer au développement durable de l'approvisionnement en eau potable notamment dans le domaine du financement, de l'exécution, de l'exploitation et de la gestion des infrastructures d'eau potable au Mali	Les populations à différents niveaux ont été concernées par cette stratégie : collecte de données, analyse et validation de la stratégie.	Tous les niveaux de collectivités concernés et plusieurs secteurs touchés (eau, hygiène assainissement, santé, renforcement de capacités, coordination etc.)	Plusieurs secteurs touchés (eau, hygiène assainissement, santé, renforcement de capacités, coordination etc.)	-Procéder à une large diffusion de la stratégie auprès des populations : -Renforcer l'intégration du genre dans la stratégie : -Accélérer le processus d'adoption du code de l'eau et de la politique nationale de l'eau : -Procéder à la relecture et à l'adaptation de la stratégie nationale d'alimentation en eau potable au nouveau code de l'eau.
	<b>Environnement et Changement Climatique</b>	Politique Nationale des changements climatiques (2015-2025)	Cadre unique référence pour la coordination et la mise en synergie des différentes interventions en matière de changements climatiques ainsi que l'intégration des changements	Concilier les enjeux climatiques avec le développement socio-économique tout en prenant en compte les réalités des	Tous les niveaux de collectivité sont concernés et plusieurs concernés : agriculture, pêche, élevage, Energie	Plusieurs concernés : agriculture, pêche, élevage, Energie renouvelable, faune, flore, pollution d'aire et halieutique, eau etc.	-Intégrer les besoins des femmes dans la Politique Nationale des changements climatiques ; -Créer des alternatives pour les jeunes, les femmes ; -Intégrer les jeunes et les femmes dans les mécanismes de protection de l'environnement ; -Renforcer les populations sur les textes de loi en lien avec les CC et la gestion des ressources

Niveau x	Répertoire		Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
			climatiques dans les différentes politiques sectorielles du pays	différentes communautés à tous les niveaux	renouvelable , faune, flore, pollution d'aire et halieutique, eau etc.		naturelles. -Prendre des dispositions pour processus de relecture de la politique.
		Plan National de Sécheresses du Mali (2021-2025)	Identification des impacts du phénomène ; l'inventaire des secteurs socio-économiques les plus vulnérables; la proposition de mesures de prévention et/ou d'adaptation; Et de renforcement de capacités d'adaptation et de résilience	Prends en compte les réalités locales à travers les comités locaux	Concerne les différents niveaux de CT Plusieurs secteurs concernés : agriculture, élevage, pêche, eau, prévention	Plusieurs secteurs concernés : agriculture, élevage, pêche, eau, prévention	- Procéder- à l'identification des vulnérables de façon transparente ; -Intensifier la formation des populations (nouvelles techniques culturales, CC etc.). •
		Schéma directeur d'aménagement et de gestion des ressources en eau du bassin du Sourou-Portion national du Mali	Bonne gouvernance en matière d'eau, (ii) développement socioéconomique, (iii), protection et la gestion durable des ressources naturelles et de tous les écosystèmes qui sont associés	Toutes les parties prenantes impliquées dans l'élaboration	Le schéma concerne plusieurs CT et plusieurs secteurs sont concernés (eau, agriculture, élevage, pêche, etc.)	Plusieurs secteurs sont concernés (eau, agriculture, élevage, pêche etc.)	-Vulgariser le schéma ; -Opérationnaliser le schéma directeur d'aménagement et de gestion des ressources en eau du bassin du Sourou-Portion national du Mali.
	<b>Agriculture</b>	Politique de Développement Agricole du Mali, 2013	Contribuer à faire du Mali un pays émergent où le secteur Agricole est un moteur de la croissance de l'économie nationale et garant de la souveraineté alimentaire dans une logique de	Prend en compte les réalités de l'ensemble du pays	Elle plusieurs niveaux de collectivité et plusieurs domaines du secteur agro-sylvo-pastoral	Plusieurs domaines du secteur agro-sylvo-pastoral	-Formation/sensibilisation et communication : -Vulgarisation de la PDA

Niveau x	Répertoire		Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
			développement durable, reposant prioritairement sur les Exploitations Agricoles Familiales (EAF) et les Entreprises Agricoles (EA) modernes et compétitives ainsi que sur les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) représentatives				
		La Loi d'Orientation Agricole	La loi d'Orientation Agricole couvre l'ensemble des activités économiques du secteur Agricole et péri-Agricole notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche et la pisciculture, l'aquaculture, l'apiculture, la chasse, la foresterie, la cueillette, la transformation, le transport, le commerce, la distribution et d'autres services Agricoles ainsi que leurs fonctions sociales et environnementales.				
		Politique de développement agricole du Mali (PDA), 2013	Contribuer à faire du Mali un pays émergent où le secteur Agricole est un moteur de la croissance de	le développement institutionnel et le renforcement	Assurer le développement institutionnel et le renforcement	La promotion d'une agriculture durable, moderne et compétitive, les exploitations agricoles	-Faire une évaluation a mis parcours.

Niveau x	Répertoire		Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
			l'économie nationale et garant de la souveraineté alimentaire dans une logique de développement durable, reposant prioritairement sur les Exploitations Agricoles Familiales (EAF) et les Entreprises Agricoles (EA) modernes et compétitives ainsi que sur les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) représentatives	des capacités de tous les acteurs	t des capacités de tous les acteurs; préserver l'environnement et gérer les ressources naturelles; développer des investissements dans le secteur agricole; améliorer la compétitivité des produits agricoles et agro-industriels sur les marchés aux plans intérieur, sous régional et international	familiales (EAF) et les organisations professionnelles Agricoles (OPA), et les d'entreprises agricoles (EA)	
	<b>Météo</b>	Plan Stratégique du développement de la météorologie, 2018-2027	Développer les services météorologiques et climatiques pour répondre aux besoins des politiques de prévisions, de gestion de risques de catastrophes et d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques	Toutes les communes ne sont pas couvertes par les stations météorologiques. Les GLAM participent à la diffusion des informations météorologiques		Le partage des informations météorologiques concerne tous les secteurs socio-économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Faire une évaluation à mi-parcours du plan stratégique ;</li> <li>-Renforcer la capacité des GLAMs à travers des formations spécifiques ;</li> <li>-renforcer la pactes des paysans à travers l'utilisation des pluviomètres paysans.</li> </ul>

Niveau x	Répertoire		Orientations	Intégration verticale	Intégration horizontale	Intégration intersectorielle	Suggestions d'actions pour une intégration effective
				ues			
	<b>Protection Civile</b>	Plan de Contingence	Gestion risques de catastrophes	Les communautés ne sont pas associées généralement aux exercices de simulations	Tous les institutions /ONGs/Associations clés sont concernés au niveau national, régional et local	Le plan est intersectoriel et cela concerne tous les secteurs	-Faire des exercices de simulation pour tester et ajuster le plan au besoin chaque année.
		Plateforme Nationale de RRC	Appui-conseil pour la prévention et la réduction des risques de catastrophes	Les communautés ne sont pas représentées, cela concerne surtout les institutions, les ONGs et associations	Le plan est intersectoriel et cela concerne tous les secteurs	Tous les institutions /ONGs/Associations clés sont concernés au niveau national, régional et local	-Elaborer un programmé, suivi de plan d'action.
		Politique Nationale de la Protection Sociale, 2015	Construire progressivement un système de protection contre les risques sociaux pour tous les citoyens en général et pour les couches défavorisées en particulier, ainsi que développer les mécanismes de prévention et de gestions des calamités, des sinistres, catastrophes et autres crises humanitaires	Tous les citoyens en général et pour les couches défavorisées en particulier sont concernés	La politique concerne tous les secteurs	Prise en compte du mécanisme de prévention et de gestions des calamités, des sinistres, catastrophes et autres crises humanitaires	Faire une évaluation de la politique Nationale de protection sociale.
<b>Local, Commune, Village</b>	Plans de Développement Social, Economique, et Culturel (PDSEC)		Instrument de la politique de développement local	Conseil Régional Conseil communal	Les organes des collectivités, l'Administrat		- Assurer le financement des PDSEC. ; - Renforcement de capacités pour la mise en œuvre et le suivi des

				ion, les services techniques, l'ANICT, les PTF		<p>PDSEC ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Impliquer davantage les communautés à l'élaboration des PDSEC ;</li> <li>- Maintenir la synergie avec les autres cadres de concertations,</li> <li>- Opérationnaliser le système de communication intersectorielle.</li> </ul>
	GLAM (Groupe Local d'Assistance Météorologique)	Edition, de publication et d'archivage du bulletin Agrométéorologique	<p>Le GLAM est une intégration locale du GTPA et au niveau commun c'est GCAM.</p> <p>GTPA GLAM GCAM</p>	Tous les services du secteur du développement rural, l'administration, les collectivités et les communautés.	<p>- Communication entre partenaires impliqués et sur les bonnes pratiques à adopter. A travers la production et la diffusion particulièrement des bulletins périodiques (décadaires).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la pérennité des GLAM ;</li> <li>- Renforcer les systèmes de surveillance, de collecte et d'analyse des données sur les risques de catastrophes et les impacts du changement climatique ;</li> <li>- Maintenir la synergie avec les autres cadres de concertations ;</li> <li>- Opérationnaliser le système de communication intersectorielle ;</li> <li>- Promouvoir le partage d'informations entre les différentes parties prenantes pour soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes.</li> </ul>
	Comité de Crise inondation et sécheresse	Plaidoyers de sensibilisation et de gestion des risques d'inondations et de sécheresse				<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la structure du comité ;</li> <li>- Maintenir la synergie avec les autres cadres de concertations ;</li> <li>-- Promouvoir le partage d'informations entre les différentes parties prenantes pour soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes.</li> </ul>

*5.3 Résultat de la Session 3: Mécanisme existant de coordination et de collaboration institutionnelles pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV*

La plateforme nationale de RRC, Groupe Technique Pluridisciplinaire Assistance Météorologique (GTPA), le Plan d'Organisation des Secours (Plan OrSEC), le Plan de Développement Social, Economique, et Culturel (PDSEC), GLAM (Groupe Local d'Assistance Météorologique), Comité de Crise inondation et sécheresse sont des mécanismes de coordination et de collaboration institutionnelles *pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV* sont des mécanismes existant de coordination. (Tableau 3).

**Tableau 3.** Mécanisme existant de coordination et de collaboration institutionnelles pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV

Niveau	Liste (ou) répertoire actualisée des mécanismes de coordination et de collaboration de RRC et ACC	Acteur principal de mise en œuvre	Quelles sont les attributions du mécanisme	Fonctionnalité du mécanisme	Quelles sont les difficultés et contraintes de fonctionnement du mécanisme	Collaboration verticale et horizontale entre les différents mécanismes	Suggestions / actions pour l'amélioration de la collaboration
Transfrontalier	La Charte de l'ABV	Les Etats et la Direction Exécutive	C'est le fondement de l'ABV.	OUI	Tous les outils (annexes prévus) ne sont pas encore élaborés.	De l'ABV aux Etats.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la collaboration entre l'ABV et les Etats.</li> <li>- Assurer la contribution des Etats.</li> </ul>
	Le Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestions des Eaux du bassin (SDAGE)	Les Etats et la Direction Exécutive	Toute actions, réalisations, investissement doivent s'inscrire dans le SDAGE	OUI	Sous-financement des activités du SDAGE.	Assemblée Général du Comité du Bassin qui regroupe tous les collèges d'acteurs et les responsables des structures de gestion des ressources en eau (comité de bassin, CLE,...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer le financement des activités du SDAGE.</li> <li>- Diffuser largement le document du SDAGE</li> </ul>
	Comité Technique Conjoint-GIRE-Mali/Burkina Faso (CTC-GIRE)	Mali/Burkina Faso	La gestion concertée des ressources en eau du Sourou	Oui, mais avec des difficultés	La tenue irrégulière des réunions statutaires. Insuffisance de ressources financières.	Les deux pays : Mali-Burkina Faso. Embauche de mécanisme de partage d'informations.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantir la tenue régulière des réunions.</li> <li>- Promouvoir la gestion concertée des eaux du Sourou.</li> </ul>
	Comité Transfrontière de Gestion des Eaux du Sourou (CTGS)	Régions de Bandiagara et de Mouhoun	La gestion concertée des ressources en eau du Sourou avec l'élaboration des	Oui, mais avec des difficultés	La tenue irrégulière des réunions statutaires. Retard dans	Les deux régions : Bandiagara et Mouhoun	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantir la tenue régulière des réunions.</li> </ul>

			conventions locales		l'élaboration des conventions locales. Insuffisance de ressources financières.		
National	La plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe	Le Secrétariat technique : le Ministère chargé de la protection civile	- Coordination, suivi des activités de GRC.	OUI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible niveau de coordination.</li> <li>- insuffisance de ressources financières.</li> <li>- Faible partage et échange des données,</li> <li>- Faible participation des parties prenantes aux réunions,</li> <li>- Mise en place insuffisante dans les nouvelles régions</li> </ul>	<p>Sous l'autorité directe du PM plus tous les Ministères clés intervenant dans la GRC, Société Civile, PTF</p> <p>Le Secrétariat technique : le Ministère chargé de la protection civile</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer une mobilisation efficiente des ressources.</li> <li>- Assurer une bonne coordination au niveau de la plateforme.</li> <li>- Inciter les parties prenantes à participer activement aux réunions et à partager les données pour éviter les redondances sur le terrain.</li> <li>- Poursuivre la mise en place des plateformes régionales</li> <li>- Procéder à la mise en place des plateformes communales</li> </ul>
	Groupe Technique Pluridisciplinaire Assistance Météorologique (GTPA)	C'est MALI-METEO qui assure le lead	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le suivi de la campagne agro-pastorale</li> <li>- renforcement des capacités techniques des services et producteurs ruraux.</li> <li>- Production et diffusion des informations</li> </ul>	OUI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible disponibilité des ressources financière.</li> <li>-</li> </ul>	<p>La présidence est assurée par la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) et le secrétariat est assuré par MALI-METEO</p> <p>Tous les services du développement rural contribuent à</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la synergie avec les autres cadres de concertation (Plateforme, SAP, ARR REPLICA, ...),</li> <li>- Inscrire une ligne budgétaire pour la prise en contact des activités du GTPA,</li> </ul>

			agrométéorologiques et climatiques.			l'animation du Groupe	- Sensibiliser les parties prenantes (services concernés) pour une bonne participation et implication.
	Plan d'Organisation des Secours (Plan OrSec)	Le Secrétariat technique : le Ministère en charge de la protection civile et souvent le lead est assuré en fonction u risque	- Coordination, suivi des activités d'organisation et de secours.	OUI	- Faible dissémination du Plan ORSEC. - Méconnaissance du Plan par les parties prenantes.	<p>Sous l'autorité directe du PM plus tous les Ministères clés intervenant dans la GRC, Société Civile, PTF</p> <p>Le Secrétariat technique : le Ministère chargé de la protection civile.</p> <p>Tous les niveaux administratifs sont donc concernés : Ministère, Gouverneurs, Préfets, Maires</p> <p>Tous les autres services concourent à l'exécution des ordres donnés aux niveaux hiérarchiques susmentionnés.</p>	<p>- Procéder à une large diffusion et vulgarisation du Plan.</p> <p>- informer/sensibiliser toutes les parties prenantes pour une meilleure exécution et de suivi du Plan</p> <p>- Assurer une bonne coordination à tous les niveaux</p> <p>- poursuivre la mobilisation des ressources humaines et financière pour l'exécution adéquate du Plan</p>

<b>Local, Commune, Village</b>	Plans de Développement Social, Economique, et Culturel (PDSEC)	Instrument de la politique de développement local	Conseil Régional Conseil communal	Les organes des collectivités, l'Administration, les services techniques, l'ANICT, les PTF		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer le financement des PDSEC.</li> <li>- Renforcement de capacités pour la mise en œuvre et le suivi des PDSEC.</li> <li>- Impliquer davantage les communautés à l'élaboration des PDSEC</li> <li>- Maintenir la synergie avec les autres cadres de concertations.</li> <li>- Opérationnaliser le système de communication intersectorielle.</li> </ul>
	GLAM (Groupe Local d'Assistance Météorologique)	Edition, de publication et d'archivage du bulletin Agrométéorologique	Le GLAM est une intégration locale du GTPA et au niveau commun c'est GCAM.  GTPA GLAM GCAM	Tous les services du secteur du développement rural, l'administration, les collectivités et les communautés .	- Communication entre partenaires impliqués et sur les bonnes pratiques à adopter. A travers la production et la diffusion particulièrement des bulletins périodiques (décadaires).	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la pérennité des GLAM</li> <li>- Renforcer les systèmes de surveillance, de collecte et d'analyse des données sur les risques de catastrophes et les impacts du changement climatique.</li> <li>- Maintenir la synergie avec les autres cadres de concertations.</li> <li>- Opérationnaliser le système de communication intersectorielle.</li> <li>- Promouvoir le partage d'informations entre les différentes parties prenantes pour soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes.</li> </ul>
	Comité de Crise inondation et sécheresse	Plaidoyers de sensibilisation et de gestion des risques d'inondations et de sécheresse	- Coordination, suivi des activités de GRC.	oui	Faible niveau de coordination.  - insuffisance de ressources financières.  - Faible partage et échange des données,  - Faible participation des parties prenantes aux réunions,	Renforcer la synergie avec les autres cadres de concertation (Plateforme, SAP, ARR REPLICA, ...),  - Sensibiliser les parties prenantes (services concernés) pour une bonne participation et implication.

## 6. Conclusion

Les échanges des deux journées ont permis répertorier les politiques, les plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta ainsi que les mécanisme existant de coordination et de collaboration institutionnelles sur la mise en œuvre des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV.

Les propositions d'actions sont faites pour une intégration effective, ainsi que des actions pour l'amélioration de la collaboration entre les institutions.

**7. Annexe**
**Annexe 1 : Agenda de l'atelier de l'atelier local**

<b>Horaire</b>	<b>Activités</b>	<b>Méthodologie</b>	<b>Intervenants</b>
<b>Jour 1</b>			
08h30-09h00	<b>Inscription des participant(e)s</b>	Secrétariat	▪ PNE-MALI
09h00-10h00	<b>Session 0 : Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier national</b>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Allocutions des partenaires</li> <li>▪ Discours d'ouverture</li> </ul>	Mots de bienvenue Discours	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PNE-Mali</li> <li>▪ GWP-AO</li> <li>▪ ABV</li> <li>▪ SE Ministère de l'Énergie et de l'Eau ou son représentant</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Présentation des participant(e)s</li> </ul>	Présentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PNE-MALI</li> <li>▪ Consultant National</li> <li>▪ Participants</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Objectifs de l'atelier</li> <li>▪ Agenda de l'atelier et adoption</li> </ul>	Exposé/ débat	Participants
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aspects logistiques</li> <li>▪ Mise en place du présidium de l'atelier</li> </ul>		
10h00-10h30	<b>PAUSE CAFE</b>		
<b>Session 1 : Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national transfrontière dans le bassin de la Volta</b>			
10h30-11h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Premiers résultats de la mission d'étude</li> <li>▪ Consignes des travaux de groupes</li> <li>▪ Travaux de groupes</li> </ul>	Exposé/ débat	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ SFN/Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
11h30-13h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Travaux de groupes (suite)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
13h00-14h00	<b>PAUSE DEJEUNER</b>		
14h00-15h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Travaux de groupes (suite et fin)</li> <li>▪ Restitution des résultats des travaux de groupes</li> </ul>	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
<b>Session 2 : Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta</b>			
15h30-16h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consignes des travaux de groupes</li> <li>▪ Travaux de groupes</li> </ul>	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
16h30-16h45	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Pause-Café après midi</b></li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
16h45-17h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Fin de la 1ère journée</b></li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
<b>Jour 2</b>			
<b>Session 2 : Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta (suite)</b>			
08h30- 10h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Travaux de groupes (suite)</li> <li>▪ Restitution des résultats des travaux de groupes</li> </ul>	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>

<b>Horaire</b>	<b>Activités</b>	<b>Méthodologie</b>	<b>Intervenants</b>
10h30-10h45	<b>PAUSE CAFE</b>		
<b>Session 3 : Mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelles sur la mise en œuvre des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV</b>			
10h45-12h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Travaux de groupes</li> <li>▪ Restitution des résultats des travaux de groupes</li> </ul>	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
12h00-14h15	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>PAUSE DEJEUNER</b></li> </ul>		
14h15 -16h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Synthèse des recommandations de l'atelier</b></li> <li>▪ <b>Cérémonie de clôture</b></li> </ul>	Rapportage Mots des participants et partenaires Discours de clôture	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ SFN, PNE-MALI, Ministère</li> </ul>
<b>16h00-17h30</b>	<b>FORMALITES DE DEPART - DEPART</b>		

**Annexe 2:** Liste des participant



**LISTE DE PRESENCE A « L'ATELIER NATIONAL SUR L'INTEGRATION DES POLITIQUES DE REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE AUX NIVEAUX LOCAL, NATIONAL ET TRANSFRONTIERE DANS LE BASSIN DE LA VOLTA » DU 29 AU 30 AVRIL 2024 - BAMAKO**

N°	Prénoms et Nom	Fonction	Organisation/Institution	Téléphone	E-mail	Signature
1	Youssouf Berté	chargé SI SO	SLDSES	79 11 25 94	berteyoussouf62@gmail.com	
2	Mamadou Doumbouya	chef service	SLPSTAP	76 14 25 54	andoumbouya@gmail.com	
3	Mamadou Haïdara	Représentant Chef Service	SAP-BANKASS	79 14 53 31	mamadouhaïdara@gmail.com	
4	Mody Keita	Coordinateur	AED	79 16 12 07	modykeita@yahoo.fr	
5	Moussa IFASTANE	chef section SIG	DNAT	66 01 42 16	moussaifastane@yahoo.fr	
6	Dr Soumaila Togo	Président	ONG APIDE	66 74 15 68	soumailatogo@gmail.com	
7	Boukary Barry	Contrôleur	Benkodi Niama	76 30 68 76	boukarybarry@gmail.com	



# Volta Flood and Drought Management

8	Mamadou S Ziguine	Maire délégué	Hauté / Baye	77317099	mamadousagou@gmail.com	
9	Adjaraïou Tiama	Association des jeunes ruraux	Membre	97583009		
10	Gyrdou Sangaré	chef de division	IGPE	76874452	gyrdou.sangare@gmail.com	
11	Ousmane Coulibaly	Membre CST	PNE-Mali	76150126	coulibalyhofane@gmail.com	
12	Daouda Ou Diarra	Membre	CST-PNE-MALI	6682477	daoudaou5@gmail.com	
13	Sino Aly Boudou PNCM	Membre	CST-PNE-Mali	66782945	asplash@gmail.com	
14	Pierre KASSOUMÉ	Secrétaire	DRH-Doptu	74566566	pierrickassoume@yahoo.fr	
15	Abdoulaye Traoré	Chf Projt	ONG DEMESO	76022022	abdoynajim@yahoo.com	
16	Abdoul AZIZ TRAORE	Chf Service	SLH	77774746	abdoulaziztraore335@gmail.com	
17	Ousmane Guindo	Chf. Service	Service Agriculture	92358252		
18	Sékou Bérétoumou	Service Météo	Météo Bamako	76901839	sekoubertou@gmail.com	
19	Houssou Dembélé	Chf de service Vétérinaire	Service Vétérinaire Bamako	75156422	mlmoustadembélé@yahoo.fr	
20	Moulaye Sangaré	Chf de cantonnement Eaux et Forêts de Bamako	Cantonnement des Eaux et Forêts de Bamako	74087510	mauldjissouma@gmail.com	
21	Houssou EK Armand	Secrétaire Général	Bankura Faso	+22670200323	armand.houssou@gmail.com	
22	Ibrahima TRAORE	Président	MALI-METEO	70717195	ibrahimatraore70@gmail.com	



**Volta Flood and  
Drought Management**

23	Ibrissa Sambou Sissoko	charge de programmation	DNDS	79263192	ibrisississoko@gmail.com	
24	Fatou Dramé	journaliste/ speaker	ORTM	72101209	dramé f 2@gmail.com	
25	Oumou Kouata	journaliste/ speaker	ORTM	66889802		
26	Aminata TRAORE	Journaliste	Radio Nationale	76336944	aminata9@gmail.com	
27	Tiedo Diall	journaliste	ORTM	76044048	DiallTiedo@gmail.com	
28	Ibrahima Goualy	Chargeur projet AFAD	ONG - AFAD	74559195	ongafad@orangemdi.net	
29	Aida DIARRA	chef de section SUEA	DNGR	76173243	aidadiarra25@gmail.com	
30	Amadou Yaro	charge communication I.C.S.	Indic Cellule de Bam	76016770	yarou amou@yahoo.fr	
31	Bessama MAIGA	chef de Division	DNH	76132995	bess.maigo@yahoo.fr	
32	Daouda TRAORE	chef de Division	DNH	76387303	ddsspdnh@gmail.com	
33	Ibrahima Fofana	chargeur de Plancher	Wetlands International	76431114	ifofana@wetlands-international.org	
34	Amadou Aoulama KONE	Ingenieur Sanitaire	DGSHF	75105301	kone_amadou@yahoo.fr	
35	Papillon MONTCHO	Ingenieur de travaux d'entretien des canaux		70318781	papillon1er@yahoo.fr	
36	Amadou Djire	chef cellule ou SAP	SAP	79405621	asjidz@yahoo.fr	
37	Mahamadi S. TOURE	IGM	IGM	97303996	mahamadestou@yahoo.fr	



**Volta Flood and  
Drought Management**

38	nomme Youna Cisse	chef U6-GIRE	U6-GIRE/DNH	92184494	c.youna@yahoo.fr	
39	Adamou Gouaule	chef section	AE DP	70932357	gouauleadama@yahoo.fr	
40	Fadi O Maï	chape com	DNH	75414525	adivissanaridun@gmail.com	
41	Djakaïgo Guandé	chef de secteur	ABFN	77007672	gnambjack2@gmail.com	
42	Beï Traoré	Journalet	ORTM	75752267		
43	Julie TRAORE	camerawoman	ORTM	76385230		
44	Bourama Niéma		ORTM	76430072		
45	Bourama TRAORE	S.E.	PNE-Mali	66791866	bourama75@gmail.com	
46	Abdoulaye TRAORE	chef de service	DNUH	65315479	tsoreablo114@gmail.com	
47	Alan Dume	Soumari	Mali-Meteo	76144351	adum.dum@gmail.com	
48	Bibata Coulibaly			7643-10-66	mandancouslibaly@gmail.com	
49	Fadi Talif Raïga	Hotene	Hotense	92-88-9543	leditalifraiga@gmail.com	
50	Mahamane Toure' Traoré		DNH			
51	Abou Sidi Bè	Shanthes	DNH	98692415		
52	Bourama	Shanthes	DRH M&PTI	95.39.1385		



**Volta Flood and  
Drought Management**

53	Edrissa Camara	journaliste	ORTM	70460323	idicam1212@gmail.com	
54	Nwabaye TRAORE	chauffeur	DNH	66467807	---	
55	Modibo Samake	Assistant/secretariat	PNE-Tali	76424522	modibo.sam@gmail.com	
56	Sali Sibo	Representant/Président	Baye (Bank)	79084438	---	
57	Afoussatou Sy	Secrétaire	DNH	79727972	afoussatou@gmail.com	
58	ADATOU BAENGA	Consultant	Conseil	70335993	adatyako@gmail.com	
59	Karim Pona	chef de village	Baye (Bank)	82513342	---	
60	Assimi Sougou	comité imedat	Baye (Bank)	73469269	---	
61	Id Kalando MALI	Expert	PMRE	76476308	kolandopam@gmail.com	
62	Hassanoto	CHIBAR	DNA	75205677	hassanoto@gmail.com	
63	Robert DESSOUSSY	Directeur Exécutif	ABV	4267771979	robertdemeuami@gmail.com	
64	Robert Coulibaly Kadiatou	Assistant comptable	AED	66631345	coulibalykadiatou63@gmail.com	
65	Nicolas TYEMOU	Agent	Alliance WASH	79954108	nicolastyemou@yahoo.com	
66	Moussa Cissé	Président	PNE-Tali	76499399	moussa.cisse@yahoo.fr	
67						
68						